

LE SALVADOR

OBJET : La situation des droits de la personne au Salvador.

CONTEXTE

La vie politique, économique et sociale du Salvador est dominée par la guerre civile qui dure depuis dix ans entre le gouvernement et le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). Le revenu par habitant a été ramené au niveau du début des années 60; près de 60 % de la population vit dans la pauvreté et 30 % n'a même pas le strict nécessaire en fait de nourriture. Le budget de l'éducation et celui de la santé représentent environ, en chiffres réels, le tiers de leur niveau d'avant-guerre, et la majorité des habitants des régions rurales ne peuvent guère se faire instruire ni recevoir des soins de santé. Après avoir marqué un recul dans les années 60, l'analphabétisme a recommencé à augmenter; les populations rurales sont à 80 % illettrées. Environ la moitié de la population est en chômage ou sous-employée.

Les violations des droits de la personne au Salvador sont flagrantes et fort répandues, mais elles avaient déjà cours avant le début du conflit actuel. Les activistes et autres observateurs des droits de la personne au Salvador croient que c'est le personnel militaire qui dirige les opérations de l'escouade de la mort et que les groupes qui ne font pas partie de l'appareil militaire agissent avec la complicité des forces armées. Les officiers militaires du Salvador jouissent d'une impunité totale; en effet, aucun officier supérieur n'y a jamais été accusé de violer les droits de la personne. Le massacre de six jésuites, de leur ménagère et de sa fille, en novembre 1989, pourrait marquer la fin de l'immunité des militaires par rapport à la censure civile. Il est peut probable, toutefois, qu'on puisse y mettre un terme tant que se poursuivra la conflit armé; alors seulement sera-t-il possible de réduire la prédominance des forces armées salvadoriennes dans pratiquement tous les secteurs de la société.

Selon les chiffres de Tutela Legal, il y a eu, en 1989, 35 personnes abattues par l'escouade de la mort et 76 exécutions sommaires par les militaires et les forces de la sécurité, ce qui constitue une légère amélioration par rapport à 1988 (57 et 83 respectivement). Par ailleurs, le nombre de disparitions (environ 200) a augmenté. Cependant, bien de ces personnes portées disparues l'ont été pendant ou immédiatement après l'offensive du FMLN; or, comme les statistiques de Tutela ont été compilées vers la fin de décembre, il se peut que beaucoup de ces personnes aient depuis réapparu. Cette offensive, qui a surtout visé San Salvador et d'autres grandes villes, a fait augmenter abruptement le nombre